

Le Gouvernement bolivien dénonce la droite autoproclamée la voix du peuple

Image not found or type unknown

La Paz, 5 octobre (RHC) Le ministre de la Justice de Bolivie, Iván Lima, a dénoncé que des dirigeants de la droite putschiste dans le pays, comme l'a fait l'ex-présidente de facto, Jeanine Áñez, s'autoproclament aujourd'hui la voix du peuple.

Interviewé par la chaîne Bolivia TV, Lima a remarqué l'existence de dirigeants de comités civiques qui, sans être nommés par le peuple, croient qu'ils sont la voix des Boliviens, c'est pourquoi la population a

souligné qu'ils ne la représentent pas.

Le ministre de la Justice de la Bolivie a dit à ceux qui s'autoproclament la voix du peuple s'ils veulent l'être, ils doivent 'gagner des élections et surmonter le désastre électoral qu'ils ont en permanence'.

Lima a évoqué le thème de l'annonce de l'organisation de mobilisations pour le 10 octobre et d'une grève nationale pour le lendemain, ce qui a déclenché une vague de rejet de la part des mouvements et organisations sociaux.

Cela signifiait qu'un jour de grève coûte 112 millions de dollars à la Bolivie, et neuf jours plus d'un milliard de dollars, et un arrêt de travail affecterait beaucoup les gens du peuple, qui ont besoin de travailler tous les jours pour subvenir à leurs besoins.

L'autorité de la Justice a souligné qu'avec cette convocation la droite cherche l'impunité, et que les responsables d'actes illicites, criminels et malhonnêtes perpétrés pendant le coup d'État de 2019 ne soient ni recherchés ni retrouvés.

Il a averti que par leur attitude ils veulent amener les Boliviens à la confrontation et à l'affrontement, retarder la reprise entamée par le gouvernement de Luis Arce, et ils ne vont pas y arriver', a-t-il déclaré.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/272698-le-gouvernement-bolivien-denonce-la-droite-autoproclamee-la-voix-du-peuple>



Radio Habana Cuba